

SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1964-1965

Annexe au procès-verbal de la séance du 15 juin 1965.

RAPPORT

FAIT

au nom de la Commission des Finances, du Contrôle budgétaire et des Comptes économiques de la Nation (1), sur le projet de loi, ADOPTÉ AVEC MODIFICATIONS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, EN DEUXIÈME LECTURE, modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers,

Par M. Marcel PELLENC,

Sénateur,

Rapporteur général.

(1) *Cette commission est composée de : MM. Alex Roubert, président ; Jacques Masteau, Gustave Alric, Yvon Coudé du Foresto, vice-présidents ; Martial Brousse, Marc Desaché, Roger Lachevre, secrétaires ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; André Armengaud, Jean Bardol, Jean Berthoin, Edouard Bonnefous, Jean-Eric Bousch, Paul Chevallier, Bernard Chochoy, André Colin, Antoine Courrière, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, René Dubois, Max Fléchet, Pierre Garet, Roger Houdet, Michel Kistler, Jean-Marie Louvel, André Maroselli, Georges Marrane, Pierre Métayer, Max Monichon, Geoffroy de Montalembert, Georges Portmann, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Raybaud, Jacques Richard, Ludovic Tron.*

Voir les numéros :

Assemblée Nationale (2^e législ.), 1^{re} lecture : 1309, 1349 et in-8° 333.
2^e lecture : 1393, 1417 et in-8° 342.

Sénat, 1^{re} lecture : 163, 167 et in-8° 74 (1964-1965).
2^e lecture : 185 (1964-1965).

Mesdames, Messieurs,

Après le vote en première lecture, par le Sénat, du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, dix-neuf articles restaient en navette.

En seconde lecture, l'Assemblée Nationale a adopté cinq articles dans la rédaction proposée par le Sénat, mais a ajouté un article supplémentaire.

Quinze articles sont ainsi soumis à notre examen ; votre Commission des Finances vous propose :

— d'en adopter cinq dans le texte voté par l'Assemblée Nationale ;

— d'en modifier trois ;

— de revenir, pour les sept autres, au texte que le Sénat a adopté en première lecture.

EXAMEN DES ARTICLES

Article 9.

Définitions.

Texte voté par le Sénat en première lecture.

1. Les plus-values provenant de la cession d'éléments de l'actif immobilisé sont soumises à des régimes distincts suivant qu'elles sont réalisées à court ou à long terme.

2. Le régime des plus-values à court terme est applicable :

a) Aux plus-values provenant de la cession d'éléments acquis ou créés depuis moins de deux ans ;

b) Aux plus-values réalisées à l'occasion de la cession d'éléments détenus depuis deux ans au moins, dans la mesure où elles correspondent à des amortissements déduits pour l'assiette de l'impôt. Le cas échéant, ces plus-values sont majorées du montant des amortissements expressément exclus des charges déductibles ainsi que de ceux qui ont été différés en contravention aux dispositions de l'article 25 de la présente loi.

3. Le régime des plus-values à long terme est applicable aux plus-values autres que celles définies au 2 ci-dessus.

Il est également applicable aux plus-values provenant de la cession des brevets ou procédés non brevetés ou concession de licences de brevets dans la mesure où les opérations auront été agréées par le Ministre des Finances après avis du Ministre de l'Industrie.

Texte voté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture et proposé par votre Commission.

Conforme.

Conforme.

Conforme.

Supprimé.

**Texte voté par le Sénat
en première lecture.**

**Texte voté par l'Assemblée Nationale
en deuxième lecture
et proposé par votre Commission.**

3 bis. Le régime des moins-values à court terme s'applique :

Conforme.

a) Aux moins-values subies lors de la cession de biens non amortissables détenus depuis moins de deux ans ;

b) Aux moins-values subies lors de la cession de biens amortissables, quelle que soit la durée de leur détention. Le cas échéant, ces moins-values sont diminuées du montant des amortissements expressément exclus des charges déductibles ainsi que de ceux qui ont été différés en contravention aux dispositions de l'article 25 de la présente loi.

Le régime des moins-values à long terme s'applique aux moins-values autres que celles définies ci-dessus.

Conforme.

4. Pour l'application du présent article, les cessions de titres compris dans le portefeuille sont réputées porter par priorité sur les titres de même nature acquis ou souscrits à la date la plus ancienne.

Conforme.

Commentaires. — Cet article est relatif à la définition des plus-values de cession d'éléments de l'actif immobilisé et à la distinction entre plus-values à court terme et plus-values à long terme.

Le Sénat avait adopté un amendement de M. Armengaud tendant à assimiler aux plus-values à long terme les plus-values réalisées à l'occasion de la cession de brevets ou de la concession de licences dans le but de favoriser l'exploitation de techniques françaises. Le Gouvernement ne s'était pas opposé au vote de cet amendement, mais il avait émis des réserves sur sa rédaction et déclaré qu'il se proposait de lui substituer un autre texte au cours de la navette.

C'est ce nouveau texte qui fait l'objet de l'article 9 bis voté par l'Assemblée Nationale. En conséquence, l'amendement en cause se trouve supprimé à l'intérieur de l'article 9.

Une telle procédure ne soulève pas d'objection de la part de votre Commission des Finances.

Article 9 bis.

Cessions de brevets et concessions de licences.

Texte voté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture.

1. Le régime des plus-values à long terme est applicable, dans les conditions et limites qui pourront être fixées par décret, aux produits des cessions de brevets, de procédés et de techniques, ainsi qu'aux concessions de licences exclusives d'exploitation.

2. Il en est de même pour les concessions de licences par lesquelles le titulaire se dessaisit pour un secteur géographique déterminé ou pour une application particulière.

3. Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables lorsque les droits, procédés et techniques ne présentent pas le caractère d'éléments de l'actif immobilisé ou ont été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans.

Texte proposé par votre commission.

1. Le régime des plus-values à long terme est applicable, dans les conditions qui pourront être...

...d'exploitation.

Conforme.

Conforme.

Commentaires. — L'article 9 bis reprend l'essentiel de l'amendement de M. Armengaud voté par le Sénat dans le cadre de l'article 9 : les plus-values provenant de la cession de brevets, procédés ou techniques ou de la concession de licences exclusives d'exploitation seront considérées comme des plus-values à long terme, même quand l'opération sera intervenue moins de deux ans après l'invention.

Aux garanties prévues par M. Armengaud contre les abus, à savoir un agrément ministériel, le Gouvernement a substitué deux conditions :

— le droit, procédé ou technique doit présenter le caractère d'élément de l'actif immobilisé ;

— ce droit, procédé ou technique ne doit pas avoir été lui-même acquis depuis moins de deux ans.

Votre Commission des Finances vous demande d'approuver cette disposition sous réserve de l'adoption d'un amendement. Il est en effet prévu, au premier alinéa du texte, que des « condi-

tions et limites... pourront être fixées par décret ». Votre Commission redoute que le terme « limites » ne vide le texte de son objet ; aussi vous en propose-t-elle la suppression à moins que les explications que le Gouvernement fournira en séance lui paraissent susceptibles d'apaiser ses craintes : auquel cas l'amendement serait retiré.

Article 11.

Régime des plus-values à long terme.

Texte voté par le Sénat en première lecture.	Texte voté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture.	Texte proposé par votre Commission.
1. Le montant net des plus-values à long terme fait l'objet d'une imposition séparée au taux de 10 %.	Conforme.	Conforme.
Il s'entend de l'excédent de ces plus-values sur les moins-values de même nature constatées au cours du même exercice.	Conforme.	Conforme.
Toutefois, ce montant net n'est pas imposable lorsqu'il est utilisé à compenser le déficit d'exploitation de l'exercice. Le déficit ainsi annulé ne peut plus être reporté sur les bénéfices des exercices ultérieurs.	Conforme.	Conforme.
2. L'excédent éventuel des moins-values à long terme ne peut être imputé que sur les plus-values à long terme réalisées au cours des exercices suivants.	2. L'excédent... ... au cours des dix exercices suivants.	<i>Reprise du texte voté par le Sénat en première lecture.</i>
Toutefois, en cas de liquidation d'entreprise, cet excédent peut être déduit pour le cinquième de son montant des bénéfices de l'exercice de liquidation.	Conforme.	Conforme.
3. Les plus-values soumises à l'impôt au taux de 10 %, diminuées du montant de cet impôt, sont portées à une réserve spéciale.	Conforme.	Conforme.
Les sommes prélevées sur cette réserve sont rapportées aux résultats de l'exercice en cours lors de ce prélèvement, sous déduction de l'impôt perçu lors de la réalisation des plus-values correspondantes.	Conforme.	Conforme.
La disposition qui précède n'est pas applicable :	Conforme.	Conforme.
a) Si la société est dissoute ; b) En cas d'incorporation au capital ;		

**Texte voté par le Sénat
en première lecture.**

c) En cas d'imputation de pertes sur la réserve spéciale ; les pertes ainsi annulées cessent d'être reportables.

4. Ces dispositions ne sont pas applicables aux participations détenues dans des exploitations ayant leur siège dans un Etat de l'ex-Communauté autre que la France métropolitaine, ainsi que dans les territoires d'outre-mer, les anciens départements français, colonies ou pays de protectorat.

**Texte voté par l'Assemblée Nationale
en deuxième lecture.**

Supprimé.

Texte proposé par votre Commission.

Reprise du texte voté par le Sénat en première lecture.

Commentaires. — Cet article est relatif au régime fiscal des plus-values à long terme.

1° Il établit notamment une compensation entre plus-values et moins-values de même nature. Dans le texte gouvernemental, la possibilité de déduire les moins-values des plus-values éventuelles était limitée à cinq exercices. En première lecture, l'Assemblée Nationale avait porté le délai à dix ans. Pour ne pas pénaliser les sociétés qui, en l'absence de plus-values dans ce délai, n'auraient pu être détaxées au titre de leurs moins-values, le Sénat avait supprimé toute restriction de temps.

L'Assemblée Nationale n'a pas cru devoir se rallier au point de vue du Sénat. Les explications qui ont été données en séance ayant été des plus sommaires, votre Commission vous demande de revenir au texte qu'il a voté en première lecture.

2° Le Sénat avait en outre adopté un amendement aux termes duquel le régime de l'article 11 n'était pas applicable aux participations dans des exploitations situées dans les anciennes possessions françaises.

L'Assemblée Nationale n'a pas retenu cette disposition, le Ministre des Finances ayant déclaré que l'imposition au bénéfice mondial prévu à l'article 21 résoudrait le problème : sans doute cette solution serait-elle satisfaisante si l'option pour le régime du bénéfice mondial était de droit, mais elle est assortie d'un agrément laissé à l'initiative du Ministre des Finances. Dans ces conditions, votre Commission des Finances ne peut que demander au Sénat de maintenir sa première position.

Article 12.

Droits d'enregistrement.

Texte voté par le Sénat
en première lecture.

Supprimé.

Texte voté par l'Assemblée Nationale
en deuxième lecture
et proposé par votre Commission.

1. Le droit d'apport en société prévu à l'article 714-1 du Code général des impôts est réduit de 1,60 % à 1 %.

Toutefois, les apports faits à une personne morale passible de l'impôt sur les sociétés par une personne non soumise à cet impôt sont assimilés à des mutations à titre onéreux dans la mesure où ils ont pour objet un immeuble ou des droits immobiliers, un fonds de commerce, une clientèle, un droit à un bail ou à une promesse de bail.

2. Lorsqu'une personne morale dont les résultats ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés devient passible de cet impôt, le changement de son régime fiscal rend les droits et taxes de mutation à titre onéreux exigibles sur les apports purs et simples qui lui ont été faits postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi par des personnes non soumises audit impôt.

Les droits sont perçus sur la valeur vénale des biens à la date du changement.

3. Les dispositions de l'article 728 du Code général des impôts, relatives aux droits de mutation exigibles sur certaines cessions de droits sociaux, ne sont pas applicables aux cessions d'actions ou de parts émises par des personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés.

4. Les actes constatant des prorogations pures et simples de sociétés sont enregistrés au droit fixe de 50 F.

5. Le taux normal du droit perçu au profit de l'Etat sur les apports visés au deuxième alinéa du 1 et au 2 du présent article est fixé à 8 %.

6. Le paiement des droits exigibles sur les apports visés au 5 qui précède pourra être fractionné dans les conditions prévues à l'article 1717 du Code général des impôts.

Commentaires. — Cet article concerne les droits d'enregistrement dus lors de la constitution ou la prorogation d'une société.

En première lecture, la Commission des Finances du Sénat avait proposé d'apporter deux modifications à cet article :

1° Pour mettre le texte en harmonie avec les déclarations qu'avait faites le Ministre des Finances et des Affaires économiques au cours de la discussion devant l'Assemblée Nationale, elle avait déposé un amendement tendant à ramener le taux des droits de mutation perçus au profit de l'Etat de 8 % à 5,20 % de façon que l'ensemble des droits d'enregistrement (y compris les taxes locales additionnelles) s'établisse à 8 % au lieu de 16 % comme le prévoyait le projet primitif ;

2° Pour ne pas gêner la trésorerie des entreprises, elle avait proposé que le paiement de ces droits soit échelonné sur trois ans, dans les mêmes conditions que celui du droit d'apport de 12 % applicable en cas d'incorporation des réserves au capital.

La procédure du « vote bloqué » n'a pas permis au Sénat de se prononcer sur ces amendements et l'article 12 à été repoussé.

*
* *

En seconde lecture, l'Assemblée Nationale a repris son texte en le complétant toutefois, sur amendement du Gouvernement, par une disposition prévoyant le paiement fractionné des droits, reprenant ainsi une suggestion de votre Commission des Finances.

En conséquence, celle-ci, dans un esprit de conciliation, vous propose de vous rallier au texte voté par l'Assemblée Nationale.

Article 13.

Droits d'enregistrement applicables en cas de fusion.

Texte voté par le Sénat
en première lecture.

Supprimé.

Texte voté par l'Assemblée Nationale
en deuxième lecture
et proposé par votre Commission.

1. Les actes qui constatent des opérations de fusion sont enregistrés au droit fixe de 50 F.

Ils sont exonérés de la taxe de publicité foncière.

La prise en charge du passif dont sont grevés les apports est affranchie de tous droits et taxes de mutation.

L'application des dispositions qui précèdent est subordonnée à la condition que l'acte ait été enregistré avant le 1^{er} janvier 1971.

2. Si la fusion s'accompagne d'une augmentation de capital qui excède le montant du capital de la société absorbée, le droit de 12 % prévu pour les capitalisations de réserves est exigible sur cet excédent.

Toutefois, ce droit est réduit à 1,20 % pour les fusions constatées par actes enregistrés avant le 1^{er} janvier 1971.

Ce même taux réduit est applicable en cas d'incorporation au capital des primes de fusion dégagées à l'occasion des opérations visées à l'alinéa précédent, quelle que soit la date de cette incorporation.

Les prélèvements et versements auxquels ont pu donner lieu les réserves des sociétés parties à la fusion ne peuvent s'imputer en aucun cas sur le droit de 1,20 % visé ci-dessus.

Commentaires. — Cet article est relatif aux droits d'enregistrement perçus en cas de fusions de sociétés.

En première lecture, la Commission des Finances du Sénat n'avait proposé aucune modification à ce texte qui a été repoussé par le Sénat à la suite du vote unique demandé par le Gouvernement sur les articles 12, 13 et 14.

L'Assemblée Nationale, en seconde lecture, a rétabli le texte qu'elle avait déjà adopté en première lecture et votre Commission des Finances vous invite à prendre la même position.

Article 14.

Dispositions applicables en matière d'impôt sur les sociétés.

Texte voté par le Sénat
en première lecture.

Texte voté par l'Assemblée Nationale
en deuxième lecture.

Texte proposé par votre Commission.

Supprimé.

1. Les plus-values nettes dégagées sur l'ensemble des éléments de l'actif immobilisé apporté du fait d'une fusion ne sont pas soumises à l'impôt sur les sociétés.

Conforme.

Il en est de même, jusqu'au 31 décembre 1970, de la plus-value éventuellement dégagée par la société absorbante lors de l'annulation des actions ou parts de son propre capital qu'elle reçoit en apport ou qui correspondent à ses droits dans la société absorbée.

Conforme.

2. L'impôt sur les sociétés n'est applicable aux provisions figurant au bilan de la société absorbée que si elles deviennent sans objet.

Conforme.

3. L'attribution gratuite des titres représentatifs de l'apport aux membres de la société absorbée n'est pas considérée comme une distribution de revenus mobiliers.

Conforme.

4. L'application de ces dispositions est subordonnée à la condition que la société absorbante s'engage, dans l'acte de fusion, à respecter les prescriptions suivantes :

Conforme.

a) Elle doit reprendre à son passif :
— d'une part, les provisions dont l'imposition est différée ;
— d'autre part, la réserve spéciale où la société absorbée a porté les plus-values à long terme soumises antérieurement au taux réduit de 10 % ;

Conforme.

b) Elle doit se substituer à la société absorbée pour la réintégration des plus-values dont l'imposition avait été différée chez cette dernière ;

Conforme.

c) Elle doit calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée ;

Conforme.

Texte voté par le Sénat
en première lecture.

Texte voté par l'Assemblée Nationale
en deuxième lecture.

Texte proposé par votre Commission.

d) Elle doit réintégrer dans ses bénéfices imposables les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables.

Conforme.

Cette réintégration peut être étalée sur une période n'excédant pas dix ans, sans que la somme réintégrée chaque année puisse être inférieure au dixième des plus-values.

Conforme.

En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables sont calculés d'après la valeur qui leur a été attribuée lors de l'apport.

Conforme.

5. Par dérogation aux dispositions qui précèdent, la société absorbée peut opter pour l'imposition au taux réduit de 10 % des plus-values à long terme afférentes à ses éléments amortissables.

Conforme.

Dans ce cas, le montant des réintégrations visées au d ci-dessus est réduit à due concurrence.

Conforme.

6. Par dérogation aux dispositions du § 4 qui précède et pour les fusions constatées par acte enregistré avant le 1^{er} janvier 1971, la société absorbée peut opter pour l'imposition au taux réduit de 10 % des plus-values afférentes à ses éléments amortissables ou non amortissables.

Dans ce cas, les amortissements et les plus-values ultérieurs sont calculés d'après la valeur attribuée lors de l'apport.

Commentaires. — Cet article est relatif à la taxation des plus-values en cas de fusions de sociétés.

En première lecture, la Commission des Finances du Sénat avait déposé un amendement tendant à donner à la société absorbée la possibilité d'opter, comme dans le régime actuel, pour l'imposition au taux de 10 % de toutes ses plus-values qu'elles soient à court ou à long terme et qu'elles soient afférentes à des biens amortissables ou à des biens non amortissables.

La procédure du « vote bloqué » n'en a pas permis la discussion et l'article 14 a été repoussé par le Sénat.

L'Assemblée Nationale a rétabli le texte qu'elle avait voté en première lecture après que M. Lepeu eut retiré un amendement reprenant, en la limitant dans le temps, la suggestion de votre Commission des Finances.

Celle-ci vous propose d'adopter cet amendement qui permettrait aux entreprises d'opter, à titre temporaire pendant la durée du V^e Plan, pour le maintien de l'imposition actuelle prévue par l'article 219 du Code général des impôts.

Article 15.

Scissions et apports partiels d'actif.

Texte voté par le Sénat en première lecture.

1. Les dispositions des articles 13 et 14 qui précèdent s'appliquent aux scissions et aux apports partiels d'actif dans la mesure où ces opérations ont été agréées par le Ministre des Finances, *après avis du Commissariat général du plan et de la productivité.*

2. Toutefois :

a) Les titres reçus en rémunération d'un apport partiel d'actif ne pourront être distribués aux actionnaires en franchise d'impôt que si cette répartition a lieu dans un délai d'un an à compter de la réalisation de l'apport ;

b) Le droit de 12 % ou de 1,20 % prévu au paragraphe 2 de l'article 13 ne frappe que l'excédent de la valeur nominale des titres ainsi répartis sur le montant de la réduction de capital éventuellement opérée par la société apporteuse à l'occasion de cette répartition.

3. Les plus-values ou les moins-values dégagées sur les titres ainsi répartis ne sont pas retenues pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés dû par la personne morale apporteuse.

Texte voté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture et proposé par votre Commission.

1. Les dispositions...

... Ministre des Finances.

Conforme.

Conforme.

Commentaires. — Cet article est relatif au régime fiscal des scissions de sociétés et des apports partiels d'actif.

Le texte voté par l'Assemblée Nationale, en première lecture, avait prévu que ces opérations ne pourraient bénéficier du régime

fiscal des fusions qu'à la condition d'avoir recueilli l'agrément du Ministre des Finances et des Affaires économiques.

Le Sénat, sur la proposition de sa Commission des Finances, avait décidé que le Commissariat général du Plan d'Équipement et de la Productivité devrait être consulté au préalable.

En seconde lecture, l'Assemblée Nationale a écarté cette précision en revenant à son texte de première lecture.

Votre Commission des Finances vous propose d'adopter la même position afin que puisse être mise en œuvre la procédure de décentralisation prévue à l'article 39 du présent projet de loi.

Article 20.

Champ d'application du régime des sociétés mères.

Texte voté par le Sénat en première lecture.

1. Le bénéfice du régime des sociétés mères est subordonné à la condition que les titres de participation revêtent la forme nominative ou soient déposés dans un établissement désigné par l'administration.

Il est réservé aux titres qui ont été souscrits à l'émission ou que la personne morale participante a pris l'engagement de conserver pendant un délai de trois ans.

Si cet engagement n'est pas respecté la société est tenue de verser au Trésor une somme égale au montant de l'impôt dont elle a été exonérée indûment, majoré des intérêts de retard décomptés au taux de 0,75 % par mois.

Ce versement est exigible dans les trois mois suivant la cession.

2. Le pourcentage de participation exigé pour l'application du régime des sociétés mères est fixé à 10 %.

Il s'apprécie à la date de la mise en paiement des produits de la participation.

Texte voté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture et proposé par votre Commission.

Conforme.

Il est réservé...

... délai de deux ans.

Conforme.

Conforme.

Conforme.

Conforme.

**Texte voté par le Sénat
en première lecture.**

3. Toutefois :

a) Aucun pourcentage minimum n'est exigé :

— pour les titres reçus en rémunération d'un apport partiel admis au régime fiscal des fusions ;

— pour les participations dont le prix de revient excède 5 millions de francs.

b) Toute société qui bénéficie des dispositions édictées en faveur des sociétés mères conserve le bénéfice de ces dispositions dès lors qu'elle ne réduit pas le montant de sa participation et que le prix de revient de cette dernière atteint au moins deux millions de francs.

4. Les agréments prévus à l'article 145 du Code général des impôts cessent d'être accordés postérieurement à la publication de la présente loi, sauf en ce qui concerne les opérations des groupements d'emprunt professionnels créés pour faciliter le financement des investissements dans certains secteurs de l'économie.

**Texte voté par l'Assemblée Nationale
en deuxième lecture
et proposé par votre Commission.**

3. Toutefois...

... excède 10 millions de francs.

Conforme.

Conforme.

Commentaires. — Cet article est relatif au régime fiscal des sociétés mères.

Deux modifications ont été apportées par l'Assemblée Nationale au texte voté par le Sénat :

1° Le bénéfice du régime fiscal spécial sera réservé aux titres pour lesquels la société aura pris l'engagement de les conserver pendant le délai de *deux* ans, au lieu de trois. Votre Commission des Finances ne peut que vous proposer le vote d'une disposition plus favorable que la disposition précédente ;

2° Aucun pourcentage de participation ne sera exigé lorsque la participation atteindra *10 millions de francs* : rappelons que dans le texte gouvernemental un plancher de 25 millions avait été fixé ; ce plancher avait été successivement abaissé à 20 millions par l'Assemblée Nationale en première lecture et à 500.000 francs par le Sénat. La transaction intervenue lui paraissant satisfaisante, votre Commission des Finances vous demande de l'accepter.

Article 23.

Evaluation du portefeuille.

Texte voté par le Sénat en première lecture.	Texte voté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture.	Texte proposé par votre Commission.
La provision pour dépréciation qui résulte éventuellement de l'estimation du portefeuille est soumise au régime fiscal des moins-values à long terme.	Conforme.	Conforme.
Si elle devient ultérieurement sans objet, elle est comprise dans les plus-values à long terme de l'exercice.	Conforme.	Conforme.
Ces dispositions ne sont pas applicables aux participations détenues dans des exploitations ayant leur siège social dans un Etat de l'ex-Communauté autre que la France métropolitaine ainsi que dans les Territoires d'Outre-Mer, les anciens départements français, colonies ou pays de protectorat.	Supprimé.	<i>Reprise du texte voté par le Sénat en première lecture.</i>

Commentaires. — Cet article est relatif aux règles d'évaluation du portefeuille.

Le Sénat l'avait complété par une disposition excluant de son champ d'application les titres détenus par une société et concernant des exploitations situées dans les anciennes possessions françaises d'Outre-Mer.

L'Assemblée Nationale n'a pas cru devoir approuver cette adjonction. Votre Commission des Finances vous propose de la rétablir pour les raisons invoquées à l'article 11 du présent projet.

Article 27.

Constructions sur le sol d'autrui.

Texte voté par le Sénat
en première lecture.

L'amortissement des constructions et aménagements édifîés sur le sol d'autrui doit être réparti sur la durée du bail ; toutefois, lorsqu'il existe entre le bailleur et le locataire une étroite communauté d'intérêt qui permet de considérer comme anormale la convention conclue entre eux, cet amortissement sera réparti sur la durée normale d'utilisation de chaque élément.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables en cas de bail à construction passé dans les conditions de la loi n° 64-1247 du 16 décembre 1964.

Texte voté par l'Assemblée Nationale
en deuxième lecture.

L'amortissement des constructions et aménagements édifîés sur le sol d'autrui doit être réparti sur la durée normale d'utilisation de chaque élément.

Conforme.

Texte proposé par votre Commission.

Reprise du texte voté par le Sénat en première lecture.

Commentaires. — Cet article est relatif aux règles d'amortissement des constructions sur le sol d'autrui.

Le projet gouvernemental, adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture, prévoyait que les amortissements en cause s'effectueraient selon la durée normale d'utilisation de chaque élément.

Le Sénat avait, au contraire, posé comme principe que les amortissements seraient pratiqués sur la durée du bail, quitte à appliquer la règle posée par le Gouvernement lorsqu'il existerait, entre le preneur et le bailleur, une communauté d'intérêt : seuls se trouveraient frappés les fraudeurs ; par contre ne seraient pas pénalisés les entrepreneurs dynamiques et de bonne foi qui, pour accroître leur activité et quels qu'en soient les risques, n'hésitent pas à édifier des installations sur des terrains dont le propriétaire ne veut pas se dessaisir.

Devant l'Assemblée Nationale, le Gouvernement a reconnu que le texte du Sénat constituait un progrès sur la réglementation existante mais qu'il laissait subsister des risques d'abus : ce faisant, il a demandé à l'Assemblée de revenir au texte initial.

Votre Commission des Finances, en l'absence d'explications claires et convaincantes, vous demande de reprendre le texte voté par le Sénat en première lecture.

Article 28.

Déclaration détaillée de certaines dépenses.

Texte voté par le Sénat en première lecture.	Texte voté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture.	Texte proposé par votre Commission.
<p>1. Les entreprises sont tenues de fournir, à l'appui de la déclaration de leurs résultats, le relevé détaillé des catégories suivantes de frais généraux lorsque ces frais excèdent des chiffres fixés par arrêté du ministre des finances pris après consultation des professions intéressées :</p>	Conforme.	Conforme.
<p>a) Rémunérations directes et indirectes, y compris les remboursements de frais, versées aux personnes les mieux rémunérées ;</p>		
<p>b) Frais de voyages et de déplacements exposés par ces personnes ;</p>		
<p>c) Dépenses et charges afférentes aux véhicules et autres biens dont elles peuvent disposer en dehors des locaux professionnels ;</p>		
<p>d) Dépenses et charges de toute nature afférentes aux immeubles qui ne sont pas affectés à l'exploitation ;</p>		
<p>e) Cadeaux de toute nature, à l'exception des objets de faible valeur conçus spécialement pour la publicité ;</p>		
<p>f) Frais de réception, y compris les frais de restaurant et de spectacles.</p>		
<p>Pour l'application des dispositions qui précèdent, les personnes les mieux rémunérées s'entendent, suivant que l'effectif du personnel excède ou non 200 salariés, des dix ou des cinq personnes dont les rémunérations directes et indirectes ont été les plus importantes au cours de l'exercice.</p>		
<p>2. Ces dépenses sont exclues de plein droit des charges déductibles lorsqu'elles ne figurent pas sur le relevé prévu ci-dessus.</p>	Conforme.	Conforme.
	<p>Ce relevé sera communiqué à l'assemblée des actionnaires en même temps que le bilan.</p>	<i>Supprimé.</i>
	Conforme.	Conforme.

Texte voté par le Sénat en première lecture.	Texte voté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture.	Texte proposé par votre Commission.
<p>Elles peuvent également être réintégrées dans les bénéfices imposables dans la mesure où elles sont excessives et où la preuve n'a pas été apportée qu'elles ont été engagées dans l'intérêt direct de l'entreprise. Dans ce cas, le relevé prévu au paragraphe 1 du présent article sera communiqué aux actionnaires en même temps que le bilan.</p>	<p>Elles peuvent..</p> <p>...de l'entreprise.</p>	<p><i>Reprise du texte voté par le Sénat en première lecture.</i></p>
<p>Lorsqu'elles augmentent dans une proportion supérieure à celle des bénéfices imposables ou que leur montant excède celui de ces bénéfices, l'administration peut demander à l'entreprise de justifier qu'elles sont nécessitées par sa gestion.</p>	<p>Conforme.</p>	<p>Conforme.</p>
<p>En cas de contestation, le désaccord peut être soumis à l'appréciation de la Commission départementale des impôts.</p>	<p>Conforme.</p>	<p>Conforme.</p>
<p>3. L'article 112-5° du Code général des impôts est abrogé.</p>	<p>Conforme.</p>	<p>Conforme.</p>

Commentaires. — Cet article est relatif aux frais généraux exposés par les sociétés.

Le Sénat avait modifié le texte voté en première lecture par l'Assemblée Nationale en prévoyant que le relevé des frais généraux ne serait communiqué à l'assemblée des actionnaires que lorsque les dépenses y figurant auraient été jugées excessives par l'administration fiscale.

L'Assemblée Nationale ne s'est pas ralliée à ce point de vue et, estimant que cette modification viderait la disposition de son objet, elle est revenue, par scrutin public (426 voix pour et 36 voix contre) au texte qu'elle avait adopté en première lecture.

Votre Commission des Finances s'élève contre une telle interprétation : il n'a jamais été dans l'intention du Sénat de couvrir des abus et, aussi bien, avec son texte, ce seraient justement les abus, dûment constatés par le fisc, qui seraient portés à la connaissance des actionnaires. En revanche, il n'y a pas d'abus lorsque l'administration fiscale admet en déduction des dépenses qui dépassent les plafonds pour des raisons exceptionnelles, notamment lorsqu'il s'agit de conquérir des marchés étrangers ; rendues publiques sans aucune explication, de telles dépenses pourraient donner

lieu à des interprétations erronées et semer la suspicion sur le fonctionnement de notre appareil économique.

Ce sont ces inconvénients que le Sénat a voulu éviter ; aussi votre Commission des Finances vous demande-t-elle de revenir au texte que vous avez voté en première lecture.

Article 33.

Contestations relatives aux rémunérations.

Texte voté par le Sénat en première lecture.	Texte voté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture.	Texte proposé par votre Commission.
Les différends concernant l'application des articles 30 à 32 de la présente loi peuvent être soumis à l'avis de la Commission départementale des impôts.	Conforme.	Conforme.
Dans ce cas, les membres représentant les contribuables comprennent :	Dans ce cas, les membres représentant les contribuables comprennent :	<i>Reprise du texte voté par le Sénat en première lecture</i>
— un commerçant ou un industriel désigné par la Chambre de commerce ;	— un commerçant ou un industriel ainsi que deux dirigeants d'entreprise désignés par la Chambre de commerce ;	
— un salarié désigné par les organisations nationales les plus représentatives des ingénieurs et cadres supérieurs ;	Conforme.	
— deux dirigeants de sociétés désignés par les organisations patronales interprofessionnelles les plus représentatives.	Supprimé.	
Deux suppléants sont désignés, dans les mêmes conditions, pour chacun des membres titulaires.	Conforme.	Conforme.
L'administration est autorisée à communiquer tous documents d'ordre fiscal aux membres de la commission.	Conforme.	Conforme.

Commentaires. — Cet article est relatif à la composition de la délégation des contribuables qui fait partie de la Commission départementale des impôts lorsque cette dernière a à connaître des litiges concernant la rémunération des dirigeants de sociétés.

Sur les quatre membres composant cette délégation, le Sénat avait estimé devoir faire figurer deux dirigeants de sociétés désignés par les organisations patronales interprofessionnelles les plus représentatives : ce faisant, il ne faisait que se rallier au texte initial du Gouvernement.

Pour la seconde fois, l'Assemblée Nationale a cru devoir réserver le monopole de la désignation de ces contribuables aux Chambres de Commerce.

S'agissant d'une instance qui sera chargée d'apprécier le bien-fondé des dépenses des sociétés, votre Commission estime qu'il n'y a pas lieu d'en exclure les représentants des organisations patronales et vous propose de revenir au texte voté par le Sénat en première lecture.

Article 34.

Attribution gratuite d'actions ou de parts sociales au personnel des entreprises.

Texte voté par le Sénat en première lecture.	Texte voté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture.	Texte proposé par votre Commission.
<p>1. Toute société qui attribue gratuitement à l'ensemble de son personnel des actions ou parts sociales de son capital a droit à une réduction de l'impôt sur les sociétés dont elle est redevable au taux normal de 50 %.</p> <p>Cette réduction est égale au produit dudit impôt par le rapport existant à la clôture de chaque exercice entre le montant nominal des actions ou parts ainsi attribuées depuis cinq ans au plus et le capital total de la société. <i>Toutefois, elle ne saurait, pour chaque exercice, excéder le montant des dividendes distribués.</i></p>	<p>Conforme.</p> <p>Cette réduction...</p> <p>..de la société.</p>	<p>Conforme.</p> <p><i>Reprise du texte voté par le Sénat en première lecture.</i></p>
<p>2. L'attribution des titres n'est pas assimilée à un revenu pour l'application du versement forfaitaire sur les salaires et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et ne donne lieu à la perception d'aucun impôt.</p>	<p>Conforme.</p>	<p>Conforme.</p>
<p>3. L'application des dispositions qui précèdent est limitée aux opérations réalisées dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.</p>	<p>Conforme.</p>	<p>Conforme.</p>
<p>4. Le Gouvernement déposera avant le 1^{er} mai 1966 un projet de loi définissant les modalités selon lesquelles seront reconnus et garantis les droits des salariés sur l'accroissement des valeurs d'actif des entreprises dû à l'autofinancement.</p>	<p>Conforme.</p>	<p>Conforme.</p>

Commentaires. — Le présent article qui est relatif aux mesures destinées à favoriser la distribution d'actions aux personnels des entreprises, avait été complété, lors du débat en première lecture devant le Sénat, par le vote d'un amendement présenté par MM. Fosset et Coudé du Foresto et prévoyant que la réduction de l'impôt sur les sociétés dont bénéficieront les sociétés qui attribuent gratuitement des actions à l'ensemble de leur personnel ne saurait, pour chaque exercice, excéder le montant des dividendes distribués.

Estimant que cette dernière disposition était de nature à freiner l'attribution, par les entreprises, d'actions à leur personnel, l'Assemblée Nationale a, en seconde lecture et sur proposition de sa Commission des Finances, supprimé l'amendement voté par le Sénat.

Votre Commission pense, pour sa part, que les craintes exprimées à l'Assemblée Nationale ne sont pas fondées et que la disposition votée par le Sénat en première lecture ne constitue, en rien, un frein à la répartition d'actions au personnel des entreprises. Au contraire, elle ne peut que pousser les entreprises à répartir à leurs actionnaires — qu'ils soient ou non membres du personnel — un dividende minimum, ce qui, d'une part, est dans la ligne générale du présent projet de loi et, d'autre part, incitera les membres du personnel à conserver les actions qu'ils ont reçues. En effet, si les actions qui leur ont été distribuées ne rapportent aucun dividende, les intéressés seront très rapidement conduits à s'en débarrasser à n'importe quel prix.

Article 45.

Régimes spéciaux.

Texte voté par le Sénat en première lecture.

1. Les dispositions relatives au crédit d'impôt et au précompte ne sont pas applicables aux produits distribués par les sociétés immobilières d'investissement, les sociétés d'investissement et organismes assimilés, ainsi qu'aux produits qui sont exonérés de l'impôt sur les sociétés en application de l'article 210 ter du Code général des impôts.

Texte voté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture.

1. Les dispositions...

... organismes assimilés.

Texte proposé par votre Commission.

Reprise du texte voté par le Sénat en première lecture.

Texte voté par le Sénat
en première lecture.

Texte voté par l'Assemblée Nationale
en deuxième lecture.

Texte proposé
par votre Commission.

2. Les sociétés d'assurances, de réassurances, de capitalisation ou d'épargne ne peuvent imputer que le quart du crédit d'impôt prévu à l'article premier sur le montant de l'impôt sur les sociétés dont elles sont redevables.

Conforme.

Conforme.

Commentaires. — Cet article règle la situation au regard des dispositions du présent projet de loi, d'une part, des sociétés d'investissement, d'autre part, des organismes d'assurances.

Le Sénat, sur proposition de sa Commission des Finances, l'avait complété en première lecture par le vote d'un amendement prévoyant que les produits distribués par une société et provenant de revenus exonérés de l'impôt sur les sociétés en application de l'article 210 *ter* du Code général des impôts seraient, du point de vue fiscal, assimilés aux produits distribués par les sociétés d'investissement.

L'Assemblée Nationale, en seconde lecture, a supprimé l'amendement adopté par le Sénat à la demande du Gouvernement qui estime que cette disposition entraînerait des complications administratives.

Votre Commission des Finances pense, pour sa part, que les craintes manifestées par le Gouvernement ne sont pas fondées et que l'amendement voté par le Sénat en première lecture n'entraînerait en pratique aucune complication. En effet, le présent projet prévoit déjà l'existence de crédits d'impôt différenciés pour les intérêts des obligations et les dividendes des sociétés d'investissement ; il n'y a pas, par conséquent, unification des crédits d'impôt et le fait que les produits répartis en franchise de l'impôt sur les sociétés en application de l'article 210 *ter* du Code général des impôts soient placés sous le même régime que celui des distributions des sociétés d'investissement ne nécessitera, en fait, aucune mesure d'application spéciale.

En revanche, imposer le système du précompte aux produits dont il s'agit entraînerait pour les actionnaires, par rapport à la situation actuelle, une diminution du montant net du coupon

perçu. Sans doute cette différence serait-elle compensée par l'attribution d'un crédit d'impôt d'égal montant, mais il n'est pas indifférent pour les intéressés de percevoir immédiatement l'intégralité du coupon ou de n'en toucher qu'une fraction, le surplus n'étant restitué qu'un ou même deux ans plus tard.

Article 47 ter.

Dispositions diverses.

**Texte voté par le Sénat
en première lecture.**

Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 8 de la loi de finances pour 1965 (n° 64-1279 du 23 décembre 1964), le tarif de l'impôt sur les opérations de bourse applicable aux opérations de report demeure fixé à 0,015 F par 10 F ou fraction de 10 F.

**Texte voté par l'Assemblée Nationale
en deuxième lecture.**

Conforme.

Nonobstant les dispositions des articles 17 (§ 4) et 48 (alinéa 4) de la présente loi, les sociétés de capitaux ayant pour unique objet la gestion des immeubles leur appartenant restent soumises au régime défini à l'article 47, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 1959 pendant la durée du V^e Plan, dans la mesure où ces sociétés ont pour activité principale de donner en location ou d'affecter des immeubles à des organismes ayant un but charitable, éducatif, social ou culturel.

**Texte proposé
par votre Commission.**

1. — Nonobstant...

... de 10 F.

2. — Nonobstant...

... ou culturel.

3. — Les règles particulières prévues pour l'imposition des bénéfices de construction définis aux paragraphes III et IV de l'article 28 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 sont étendues, sous les mêmes conditions, aux profits qui seront réalisés à l'occasion de la cession d'immeubles ayant fait l'objet d'un permis de construire délivré entre le 1^{er} janvier 1966 et le 1^{er} janvier 1971.

Toutefois :

a) Le taux du prélèvement applicable aux plus-values réalisées par les personnes physiques est porté à 25 %.

Texte voté par le Sénat
en première lecture.

Texte voté par l'Assemblée Nationale
en deuxième lecture.

Texte proposé
par votre Commission.

Ce prélèvement est libératoire de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire, quelle que soit l'activité professionnelle du redevable, sous réserve que les autres conditions posées par le texte légal soient remplies ;

b) - Le taux réduit de l'impôt sur les sociétés qui s'applique aux profits de construction pour lesquels la société n'a pas demandé à bénéficier de l'exonération sous condition de emploi est porté de 15 % à 25 %.

L'application de ce taux réduit est subordonnée à la condition que les opérations de construction correspondantes présentent un caractère accessoire pour la société intéressée.

Commentaires. — Cet article résulte d'un amendement du Gouvernement relatif au tarif de l'impôt sur les opérations de bourse qui avait été voté en première lecture par le Sénat.

Lors du débat en seconde lecture, l'Assemblée Nationale a, sur proposition de M. Bas, complété cet article par l'adjonction d'une disposition intéressant les sociétés de capitaux ayant pour unique objet la gestion d'immeubles leur appartenant. Ce nouvel amendement prévoit que les sociétés de l'espèce, dans la mesure où leur activité principale est de donner en location ou d'affecter leurs immeubles à des organismes ayant un but charitable, éducatif, social ou culturel, resteront soumises, pendant la durée du V^e Plan, au régime spécial défini à l'article 47 de la loi du 28 décembre 1959, c'est-à-dire que leur transformation éventuelle en société de personnes ne sera pas considérée comme une cession d'entreprise.

Votre Commission des Finances vous propose de voter cette adjonction.

*
* *

D'autre part, au cours du débat en seconde lecture devant l'Assemblée Nationale, le Gouvernement a déposé, à propos de l'article 46, un amendement modifiant les conditions d'imposition de certaines plus-values immobilières.

Aux termes de l'article 28 (III et IV) de la loi du 15 mars 1963, a été institué, à titre transitoire, un régime privilégié d'imposition de certains profits de construction :

- en faveur des personnes physiques : prélèvement libératoire de 15 % à la condition notamment que le vendeur n'intervienne pas, à d'autres titres, dans la construction immobilière ;
- en faveur des sociétés : taux réduit de l'impôt sur les sociétés de 15 % si les opérations de construction dont il s'agit présentent un caractère accessoire ou occasionnel.

Ce régime dérogatoire aux règles du droit commun devrait normalement cesser de s'appliquer aux opérations de construction pour lesquelles un permis de construire sera délivré postérieurement au 31 décembre 1965.

Désireux d'encourager la construction d'immeubles d'habitation et d'en faciliter le financement, le Gouvernement a envisagé de proroger l'application de ces mesures pendant la durée du V^e Plan. Toutefois, dans la perspective d'un retour progressif au droit commun, le taux de 15 % serait, tant en ce qui concerne le prélèvement libératoire que l'impôt sur les sociétés, porté à 25 %. En revanche, pour les personnes physiques, le régime serait assoupli et pourrait s'appliquer quelle que soit l'activité professionnelle des intéressés.

Cet amendement, qui répondait, du reste, à une préoccupation manifestée par votre Commission des Finances, n'a pu être discuté par l'Assemblée Nationale, l'article 46 ayant été voté conforme dans les deux Assemblées en première lecture et ne pouvant, par conséquent, faire l'objet d'une nouvelle délibération.

Votre Commission des Finances vous propose, en conséquence, de reprendre cet amendement sous forme d'un troisième paragraphe du présent article.

AMENDEMENTS PRESENTES PAR LA COMMISSION

Art. 9 bis (nouveau).

Amendement : Dans le paragraphe 1 de cet article, à la deuxième ligne, supprimer les mots :

... et limites...

Art. 11.

Premier amendement : Au paragraphe 2, 1^{er} alinéa *in fine*, de cet article, reprendre le texte voté par le Sénat en première lecture ; en conséquence, remplacer les mots :

... au cours des dix exercices suivants.

par :

... au cours des exercices suivants.

Deuxième amendement : Reprendre le texte voté par le Sénat en première lecture ; en conséquence, compléter cet article par un paragraphe 4 ainsi rédigé :

4. Ces dispositions ne sont pas applicables aux participations détenues dans des exploitations ayant leur siège social dans un Etat de l'ex-Communauté autre que la France métropolitaine, ainsi que dans les Territoires d'Outre-Mer, les anciens départements français, colonies ou pays de protectorat.

Art. 14.

Amendement : Compléter cet article par un paragraphe 6 ainsi rédigé :

6. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 4 qui précède et pour les fusions constatées par acte enregistré avant le 1^{er} janvier 1971, la société absorbée peut opter pour l'imposition au taux réduit de 10 % des plus-values afférentes à ses éléments amortissables ou non amortissables.

Dans ce cas, les amortissements et les plus-values ultérieurs sont calculés d'après la valeur attribuée lors de l'apport.

Art. 23.

Amendement : Reprendre le texte voté par le Sénat en première lecture ; en conséquence, compléter cet article par un troisième alinéa, ainsi rédigé :

Ces dispositions ne sont pas applicables aux participations détenues dans des exploitations ayant leur siège social dans un Etat de l'ex-Communauté autre que la France métropolitaine ainsi que dans les Territoires d'Outre-Mer, les anciens départements français, colonies ou pays de protectorat.

Art. 27.

Amendement : Reprendre le texte voté par le Sénat en première lecture ; en conséquence, rédiger ainsi qu'il suit le premier alinéa de cet article :

L'amortissement des constructions et aménagements édiflés sur le sol d'autrui doit être réparti sur la durée du bail ; toutefois, lorsqu'il existe entre le bailleur et le locataire une étroite communauté d'intérêt qui permet de considérer comme anormale la convention conclue entre eux, cet amortissement sera réparti sur la durée normale d'utilisation de chaque élément.

Art. 28.

Amendement : Reprendre le texte voté par le Sénat en première lecture ; en conséquence :

1° Supprimer l'avant-dernier alinéa du paragraphe 1 de cet article ainsi rédigé :

Ce relevé sera communiqué à l'assemblée des actionnaires en même temps que le bilan.

2° Compléter ainsi qu'il suit le deuxième alinéa du paragraphe 2 de cet article :

Dans ce cas, le relevé prévu au paragraphe 1 du présent article sera communiqué aux actionnaires en même temps que le bilan.

Art. 33.

Amendement : Reprendre le texte voté par le Sénat en première lecture ; en conséquence, rédiger ainsi qu'il suit le deuxième paragraphe du présent article :

Dans ce cas, les membres représentant les contribuables comprennent :

- un commerçant ou un industriel désigné par la Chambre de commerce ;
- un salarié désigné par les organisations nationales les plus représentatives des ingénieurs et cadres supérieurs ;
- deux dirigeants de sociétés désignés par les organisations patronales inter-professionnelles les plus représentatives.

Art. 34.

Amendement : Reprendre le texte voté par le Sénat en première lecture ; en conséquence, compléter le deuxième alinéa du paragraphe 1 par la disposition suivante :

Toutefois, elle ne saurait pour chaque exercice, excéder le montant des dividendes distribués.

Art. 45.

Amendement : Reprendre le texte voté par le Sénat en première lecture ; en conséquence, compléter le paragraphe 1, *in fine*, de cet article par les mots :

... ainsi qu'aux produits qui sont exonérés de l'impôt sur les sociétés en application de l'article 210 *ter* du Code général des impôts.

Art. 47 *ter*.

Amendement :

1° Faire précéder les deux paragraphes de cet article respectivement des chiffres 1 et 2 ;

2° Compléter cet article par un paragraphe 3 ainsi rédigé :

3. Les règles particulières prévues pour l'imposition des bénéfices de construction définis aux paragraphes III et IV de l'article 28 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 sont étendues, sous les mêmes conditions, aux profits qui seront réalisés à l'occasion de la cession d'immeubles ayant fait l'objet d'un permis de construire délivré entre le 1^{er} janvier 1966 et le 1^{er} janvier 1971.

Toutefois :

a) Le taux du prélèvement applicable aux plus-values réalisées par les personnes physiques est porté à 25 %.

Ce prélèvement est libératoire de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire, quelle que soit l'activité professionnelle du redevable, sous réserve que les autres conditions posées par le texte légal soient remplies ;

b) Le taux réduit de l'impôt sur les sociétés qui s'applique aux profits de construction pour lesquels la société n'a pas demandé à bénéficier de l'exonération sous condition de emploi est porté de 15 % à 25 %.

L'application de ce taux réduit est subordonnée à la condition que les opérations de construction correspondantes présentent un caractère accessoire pour la société intéressée.

PROJET DE LOI

(Texte adopté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture [1].)

CHAPITRE PREMIER

Mesures tendant à encourager l'épargne et à faciliter les réformes de structure des entreprises.

SECTION I

Régime des revenus distribués.

Article premier.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

Les personnes qui perçoivent des dividendes distribués par des sociétés françaises disposent à ce titre d'un revenu constitué :

- d'une part, par les sommes qu'elles perçoivent de la société ;
- d'autre part, par un avoir fiscal représenté par un crédit ouvert sur le Trésor.

Ce crédit d'impôt est égal à la moitié des sommes effectivement versées par la société.

Il ne peut être utilisé que dans la mesure où le revenu est compris dans la base de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur les sociétés dû par le bénéficiaire.

Il est reçu en paiement de ces impôts.

Il est restitué aux personnes physiques dans la mesure où son montant excède celui de l'impôt dont elles sont redevables.

Art. 2.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Les dispositions qui précèdent s'appliquent exclusivement aux produits d'actions, de parts sociales ou de parts bénéficiaires dont la distribution résulte d'une décision régulière des organes compétents de la société.

(1) Les articles pour lesquels l'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté un texte identique figurent en petits caractères dans le dispositif. Ils ne sont rappelés que pour mémoire et ne peuvent plus être remis en cause (art. 42 du règlement).

Le bénéfice en est réservé aux personnes qui ont leur domicile réel ou leur siège social en France.

2. Les modalités d'application de ces dispositions sont déterminées par un décret qui définit, notamment, les justifications auxquelles peut être subordonnée l'imputation ou la restitution du crédit d'impôt ouvert sur le Trésor.

Art. 3.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Lorsque les produits distribués par une société sont prélevés sur des sommes à raison desquelles elle n'a pas été soumise à l'impôt sur les sociétés au taux de 50 %, cette société est tenue d'acquitter un précompte égal au montant du crédit attaché à ces distributions. Ce précompte est dû quels que soient les bénéficiaires des distributions.

Il est également exigible lorsque les produits distribués sont prélevés sur les résultats d'exercices clos depuis plus de cinq ans ou depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1965.

2. Le précompte doit être versé au Trésor dans le mois qui suit la mise en paiement des revenus et sous les mêmes sanctions que la retenue perçue à la source sur les produits d'obligations.

3. Un décret fixe les modalités d'application du présent article. Il précise notamment les postes du bilan sur lesquels les répartitions doivent être imputées ainsi que l'ordre de cette imputation.

Art. 4.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Les produits des actions et parts sociales et les revenus assimilés ne sont soumis à la retenue à la source prévue à l'article 119 *bis* du Code général des impôts que s'ils bénéficient à des personnes qui n'ont pas leur domicile réel ou leur siège en France.

2. Dans ce cas :

a) La retenue est versée au Trésor par la personne qui assure le paiement des revenus ;

b) Son taux est porté à 25 % ;

c) Les dispenses de retenue à la source prévues en faveur des produits distribués par les sociétés d'investissement et les organismes assimilés sont supprimées.

3. Un décret fixe les modalités et conditions d'application des dispositions qui précèdent et, notamment, les obligations auxquelles doivent se soumettre les personnes chargées d'opérer la retenue.

4. Les infractions aux dispositions du présent article et à celles du décret visé ci-dessus sont constatées et réprimées conformément aux dispositions modifiées des articles 1736 et 1754 du Code général des impôts.

Art. 5.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

Les tantièmes sont soumis à un prélèvement de 12 %.

Ce prélèvement est versé au Trésor dans le mois qui suit leur mise en paiement et sous les mêmes sanctions que la retenue perçue à la source sur les produits d'obligations.

Il ne peut être pris en charge par la société.

Art. 6.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Le taux de la retenue perçue à la source sur les revenus de valeurs mobilières étrangères est porté au tiers.

Cette retenue n'est pas applicable lorsqu'il est justifié que les revenus ouvrent droit à l'application du régime des sociétés mères.

2. Les obligations que les organismes étrangers ou internationaux émettent en France avec l'autorisation du Ministre des Finances sont assimilées à des obligations françaises pour l'application de la retenue à la source.

3. La durée de la période visée à l'article 131 *ter* du Code général des impôts pendant laquelle les séries spéciales d'obligations émises à l'étranger par des sociétés françaises peuvent être placées avec l'autorisation du Ministre des Finances sous le régime fiscal des valeurs mobilières étrangères non abonnées, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1970.

Art. 7.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Les bénéfices réalisés en France par les sociétés étrangères sont réputés distribués, au titre de chaque exercice, à des associés n'ayant pas leur domicile réel ou leur siège social en France.

Les bénéfices visés à l'alinéa précédent s'entendent du montant total des résultats, imposables ou exonérés, après déduction de l'impôt sur les sociétés.

2. La retenue à la source exigible en vertu des dispositions du présent article doit être versée au Trésor par la société dans le délai qui lui est imparti pour souscrire la déclaration de ses résultats.

3. La société peut demander que cette retenue fasse l'objet d'une nouvelle liquidation dans la mesure où les sommes auxquelles elle a été appliquée excèdent le montant total de ses distributions effectives.

L'excédent de perception lui est restitué.

Il en est de même dans la mesure où elle justifie que les bénéficiaires de ces distributions ont leur domicile réel ou leur siège en France et qu'elle leur a transféré les sommes correspondant à la retenue.

Art. 8.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

L'article 1674 du Code général des impôts est abrogé, sauf en ce qui concerne les emprunts pour lesquels un abonnement a été contracté avant la publication de la présente loi.

SECTION II

Régime des plus-values.

Art. 9.

1. Les plus-values provenant de la cession d'éléments de l'actif immobilisé sont soumises à des régimes distincts suivant qu'elles sont réalisées à court ou à long terme.

2. Le régime des plus-values à court terme est applicable :

a) Aux plus-values provenant de la cession d'éléments acquis ou créés depuis moins de deux ans ;

b) Aux plus-values réalisées à l'occasion de la cession d'éléments détenus depuis deux ans au moins, dans la mesure où elles correspondent à des amortissements déduits pour l'assiette de l'impôt. Le cas échéant, ces plus-values sont majorées du montant des amortissements expressément exclus des charges déductibles ainsi que de ceux qui ont été différés en contravention aux dispositions de l'article 25 de la présente loi.

3. Le régime des plus-values à long terme est applicable aux plus-values autres que celles définies au 2 ci-dessus.

3 bis. Le régime des moins-values à court terme s'applique :

a) Aux moins-values subies lors de la cession de biens non amortissables détenus depuis moins de deux ans ;

b) Aux moins-values subies lors de la cession de biens amortissables, quelle que soit la durée de leur détention. Le cas échéant, ces moins-values sont diminuées du montant des amortissements expressément exclus des charges déductibles ainsi que de ceux qui ont été différés en contravention aux dispositions de l'article 25 de la présente loi.

Le régime des moins-values à long terme s'applique aux moins-values autres que celles définies ci-dessus.

4. Pour l'application du présent article, les cessions de titres compris dans le portefeuille sont réputées porter par priorité sur les titres de même nature acquis ou souscrits à la date la plus ancienne.

Art. 9 bis (nouveau.)

1. Le régime des plus-values à long terme est applicable, dans les conditions et limites qui pourront être fixées par décret, aux produits des cessions de brevets, de procédés et de techniques, ainsi qu'aux concessions de licences exclusives d'exploitation.

2. Il en est de même pour les concessions de licences par lesquelles le titulaire se dessaisit pour un secteur géographique déterminé ou pour une application particulière.

3. Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables lorsque les droits, procédés et techniques ne présentent pas le caractère d'éléments de l'actif immobilisé ou ont été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans.

Art. 10.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Le montant net des plus-values à court terme peut être réparti par parts égales sur l'année de leur réalisation et sur les quatre années suivantes.

Il s'entend de l'excédent de ces plus-values sur les moins-values de même nature qui ont été effectivement subies au cours du même exercice.

2. En cas de cession ou de cessation totale d'entreprise, les plus-values dont l'imposition a été différée en application des dispositions qui précèdent sont rapportées au bénéfice imposable de l'exercice clos lors de cette opération.

3. Le cas échéant, l'excédent des moins-values à court terme constaté au cours d'un exercice est déduit des bénéfices de cet exercice.

Art. 11.

1. Le montant net des plus-values à long terme fait l'objet d'une imposition séparée au taux de 10 %.

Il s'entend de l'excédent de ces plus-values sur les moins-values de même nature constatées au cours du même exercice.

Toutefois, ce montant net n'est pas imposable lorsqu'il est utilisé à compenser le déficit d'exploitation de l'exercice. Le déficit ainsi annulé ne peut plus être reporté sur les bénéfiques des exercices ultérieurs.

2. L'excédent éventuel des moins-values à long terme ne peut être imputé que sur les plus-values à long terme réalisées au cours des dix exercices suivants.

Toutefois, en cas de liquidation d'entreprise, cet excédent peut être déduit pour le cinquième de son montant des bénéfices de l'exercice de liquidation.

3. Les plus-values soumises à l'impôt au taux de 10 %, diminuées du montant de cet impôt, sont portées à une réserve spéciale.

Les sommes prélevées sur cette réserve sont rapportées aux résultats de l'exercice en cours lors de ce prélèvement, sous déduction de l'impôt perçu lors de la réalisation des plus-values correspondantes.

La disposition qui précède n'est pas applicable :

- a) Si la société est dissoute ;
- b) En cas d'incorporation au capital ;
- c) En cas d'imputation de pertes sur la réserve spéciale, les pertes ainsi annulées cessent d'être reportables.

SECTION III

Droits d'enregistrement perçus sur les actes de sociétés.

Art. 12.

1. Le droit d'apport en société prévu à l'article 714-1 du Code général des impôts est réduit de 1,60 % à 1 %.

Toutefois, les apports faits à une personne morale passible de l'impôt sur les sociétés par une personne non soumise à cet impôt sont assimilés à des mutations à titre onéreux dans la mesure où ils ont pour objet un immeuble ou des droits immobiliers, un fonds de commerce, une clientèle, un droit à un bail ou à une promesse de bail.

2. Lorsqu'une personne morale dont les résultats ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés devient passible de cet impôt, le changement de son régime fiscal rend les droits et taxes de mutation à titre onéreux exigibles sur les apports purs et simples qui lui ont été faits postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi par des personnes non soumises audit impôt.

Les droits sont perçus sur la valeur vénale des biens à la date du changement.

3. Les dispositions de l'article 728 du Code général des impôts, relatives aux droits de mutation exigibles sur certaines cessions de droits sociaux, ne sont pas applicables aux cessions d'actions ou de parts émises par des personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés.

4. Les actes constatant des prorogations pures et simples de sociétés sont enregistrés au droit fixe de 50 F.

5. Le taux normal du droit perçu au profit de l'Etat sur les apports visés au deuxième alinéa du 1 et au 2 du présent article est fixé à 8 %.

6. Le paiement des droits exigibles sur les apports visés au 5 qui précède pourra être fractionné dans les conditions prévues à l'article 1717 du Code général des impôts.

SECTION IV

Régime fiscal des fusions.

Art. 13.

1. Les actes qui constatent des opérations de fusion sont enregistrés au droit fixe de 50 F.

Ils sont exonérés de la taxe de publicité foncière.

La prise en charge du passif dont sont grevés les apports est affranchie de tous droits et taxes de mutation.

L'application des dispositions qui précèdent est subordonnée à la condition que l'acte ait été enregistré avant le 1^{er} janvier 1971.

2. Si la fusion s'accompagne d'une augmentation de capital qui excède le montant du capital de la société absorbée, le droit de 12 % prévu pour les capitalisations de réserves est exigible sur cet excédent.

Toutefois, ce droit est réduit à 1,20 % pour les fusions constatées par actes enregistrés avant le 1^{er} janvier 1971.

Ce même taux réduit est applicable en cas d'incorporation au capital des primes de fusion dégagées à l'occasion des opérations visées à l'alinéa précédent, quelle que soit la date de cette incorporation.

Les prélèvements et versements auxquels ont pu donner lieu les réserves des sociétés parties à la fusion ne peuvent s'imputer en aucun cas sur le droit de 1,20 % visé ci-dessus.

Art. 14.

1. Les plus-values nettes dégagées sur l'ensemble des éléments de l'actif immobilisé apporté du fait d'une fusion ne sont pas soumises à l'impôt sur les sociétés.

Il en est de même, jusqu'au 31 décembre 1970, de la plus-value éventuellement dégagée par la société absorbante lors de l'annulation des actions ou parts de son propre capital qu'elle reçoit en apport ou qui correspondent à ses droits dans la société absorbée.

2. L'impôt sur les sociétés n'est applicable aux provisions figurant au bilan de la société absorbée que si elles deviennent sans objet.

3. L'attribution gratuite des titres représentatifs de l'apport aux membres de la société absorbée n'est pas considérée comme une distribution de revenus mobiliers.

4. L'application de ces dispositions est subordonnée à la condition que la société absorbante s'engage, dans l'acte de fusion, à respecter les prescriptions suivantes :

a) Elle doit reprendre à son passif :

— d'une part, les provisions dont l'imposition est différée ;

— d'autre part, la réserve spéciale où la société absorbée a porté les plus-values à long terme soumises antérieurement au taux réduit de 10 %.

b) Elle doit se substituer à la société absorbée pour la réintégration des plus-values dont l'imposition avait été différée chez cette dernière.

c) Elle doit calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui

lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée.

d) Elle doit réintégrer dans ses bénéfices imposables les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables.

Cette réintégration peut être étalée sur une période n'excédant pas dix ans, sans que la somme réintégrée chaque année puisse être inférieure au dixième des plus-values.

En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables sont calculés d'après la valeur qui leur a été attribuée lors de l'apport.

5. Par dérogation aux dispositions qui précèdent, la société absorbée peut opter pour l'imposition au taux réduit de 10 % des plus-values à long terme afférentes à ses éléments amortissables.

Dans ce cas, le montant des réintégrations visées au *d* ci-dessus est réduit à due concurrence.

Art. 15.

1. Les dispositions des articles 13 et 14 qui précèdent s'appliquent aux scissions et aux apports partiels d'actif dans la mesure où ces opérations ont été agréées par le Ministre des Finances.

2. Toutefois :

a) Les titres reçus en rémunération d'un apport partiel d'actif ne pourront être distribués aux actionnaires en franchise d'impôt que si cette répartition a lieu dans un délai d'un an à compter de la réalisation de l'apport ;

b) Le droit de 12 % ou de 1,20 % prévu au paragraphe 2 de l'article 13 ne frappe que l'excédent de la valeur nominale des titres ainsi répartis sur le montant de la réduction de capital éventuellement opérée par la société apporteuse à l'occasion de cette répartition.

3. Les plus-values ou les moins-values dégagées sur les titres ainsi répartis ne sont pas retenues pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés dû par la personne morale apporteuse.

Art. 16.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Les dispositions des articles 13 à 15 s'appliquent aux opérations auxquelles participent exclusivement des personnes morales ou organismes passibles de l'impôt sur les sociétés.

2. Ces dispositions ne sont applicables aux apports faits à des personnes morales étrangères par des personnes morales françaises que si ces apports ont été préalablement agréés par le Ministre des Finances, après avis du Commissariat général du plan et de la productivité.

SECTION V

Régime des liquidations et des transformations de sociétés.

Art. 17.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Le régime de faveur auquel sont soumises les liquidations de sociétés agréées par le Ministre des Finances est étendu, sous les mêmes conditions, aux dissolutions qui interviendront avant une date fixée par décret.

2. Les plus-values nettes réalisées lors de ces opérations peuvent être imposées en totalité suivant les règles applicables aux plus-values à long terme, quelle que soit la date d'acquisition des biens.

3. Les distributions auxquelles donnent lieu ces opérations n'ouvrent pas droit au crédit d'impôt prévu à l'article premier de la présente loi lorsqu'elles ont été soumises à la taxe forfaitaire de 15 % libératoire de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

4. Le troisième alinéa de l'article 221-2 du Code général des impôts est abrogé.

Art. 18.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

Lorsqu'une personne morale soumise à l'impôt sur les sociétés cesse d'y être assujettie, ses bénéfices et réserves, capitalisés ou non, sont réputés distribués aux associés en proportion de leurs droits.

Cette disposition est applicable, le cas échéant, au prorata des résultats qui cessent d'être soumis à cet impôt.

SECTION VI

Régime fiscal des groupes.

Art. 19.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. La quote-part de frais et charges retenue pour l'imposition des sociétés-mères est fixée uniformément à 5 % du produit total de leurs participations, crédit d'impôt compris.

2. Le cas échéant, le précompte dont ces sociétés sont redevables est diminué du montant des crédits d'impôts qui sont attachés aux produits de participations encaissés au cours de l'exercice précédent.

Art. 20.

1. Le bénéfice du régime des sociétés mères est subordonné à la condition que les titres de participations revêtent la forme nominative ou soient déposés dans un établissement désigné par l'administration.

Il est réservé aux titres qui ont été souscrits à l'émission ou que la personne morale participante a pris l'engagement de conserver pendant un délai de deux ans.

Si cet engagement n'est pas respecté, la société est tenue de verser au Trésor une somme égale au montant de l'impôt dont elle a été exonérée indûment, majoré des intérêts de retard décomptés au taux de 0,75 % par mois.

Ce versement est exigible dans les trois mois suivant la cession.

2. Le pourcentage de participation exigé pour l'application du régime des sociétés mères est fixé à 10 %.

Il s'apprécie à la date de la mise en paiement des produits de la participation.

3. Toutefois :

a) Aucun pourcentage minimum n'est exigé :

— pour les titres reçus en rémunération d'un apport partiel admis au régime fiscal des fusions ;

— pour les participations dont le prix de revient excède 10 millions de francs ;

b) Toute société qui bénéficie des dispositions édictées en faveur des sociétés mères conserve le bénéfice de ces dispositions

dès lors qu'elle ne réduit pas le montant de sa participation et que le prix de revient de cette dernière atteint au moins deux millions de francs.

4. Les agréments prévus à l'article 145 du Code général des impôts cessent d'être accordés postérieurement à la publication de la présente loi, sauf en ce qui concerne les opérations des groupements d'emprunt professionnels créés pour faciliter le financement des investissements dans certains secteurs de l'économie.

Art. 21.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

Les sociétés françaises agréées à cet effet par le Ministre des Finances peuvent retenir l'ensemble des résultats de leurs exploitations directes ou indirectes, qu'elles soient situées en France ou à l'étranger, pour l'assiette des impôts établis sur la réalisation et la distribution de leurs bénéfices.

Les conditions d'application des dispositions qui précèdent sont fixées par un décret en Conseil d'Etat.

Les indemnités de retard, majorations, amendes et autres pénalités prévues au Code général des impôts sont exigibles en cas d'infraction aux dispositions de ce décret ou de non respect des conditions de l'agrément.

CHAPITRE II

Mesures relatives à l'assiette de l'impôt.

SECTION I

Evaluations.

Art. 22.

(Supprimé par les deux Assemblées.)

.....

Art. 23.

La provision pour dépréciation qui résulte éventuellement de l'estimation du portefeuille est soumise au régime fiscal des moins-values à long terme.

Si elle devient ultérieurement sans objet, elle est comprise dans les plus-values à long terme de l'exercice.

Art. 24.

(Supprimé par les deux Assemblées.)

.....

SECTION II

Amortissements.

Art. 25.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

A la clôture de chaque exercice, la somme des amortissements effectivement pratiqués depuis l'acquisition ou la création d'un élément donné ne peut être inférieure au montant cumulé des amortissements calculés suivant le mode linéaire et répartis sur la durée normale d'utilisation.

A défaut, l'entreprise perd définitivement le droit de déduire la fraction des amortissements qui a été ainsi différée.

La possibilité de reporter sans limitation au-delà du délai fixé par l'article 209-1, deuxième alinéa, du Code général des impôts, les amortissements régulièrement comptabilisés mais réputés différés en période déficitaire est maintenue.

Toutefois, cette faculté de report cesse de s'appliquer si l'entreprise reprend tout ou partie des activités d'une autre entreprise ou lui transfère tout ou partie de ses propres activités.

Art. 26.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

L'amortissement des biens donnés en location est réparti sur leur durée normale d'utilisation, suivant des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. 27.

L'amortissement des constructions et aménagements édifiés sur le sol d'autrui doit être réparti sur la durée normale d'utilisation de chaque élément.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables en cas de bail à construction passé dans les conditions de la loi n° 64-1247 du 16 décembre 1964.

SECTION III

Frais généraux.

Art. 28.

1. Les entreprises sont tenues de fournir, à l'appui de la déclaration de leurs résultats, le relevé détaillé des catégories suivantes de frais généraux lorsque ces frais excèdent des chiffres fixés par arrêté du Ministre des Finances pris après consultation des professions intéressées :

a) Rémunérations directes et indirectes, y compris les remboursements de frais, versées aux personnes les mieux rémunérées ;

b) Frais de voyage et de déplacements exposés par ces personnes ;

c) Dépenses et charges afférentes aux véhicules et autres biens dont elles peuvent disposer en dehors des locaux professionnels ;

d) Dépenses et charges de toute nature afférentes aux immeubles qui ne sont pas affectés à l'exploitation ;

e) Cadeaux de toute nature, à l'exception des objets de faible valeur conçus spécialement pour la publicité ;

f) Frais de réception, y compris les frais de restaurant et de spectacles.

Ce relevé sera communiqué à l'assemblée des actionnaires en même temps que le bilan.

Pour l'application des dispositions qui précèdent, les personnes les mieux rémunérées s'entendent, suivant que l'effectif du personnel excède ou non 200 salariés, des dix ou des cinq personnes dont les rémunérations directes et indirectes ont été les plus importantes au cours de l'exercice.

2. Ces dépenses sont exclues de plein droit des charges déductibles lorsqu'elles ne figurent pas sur le relevé prévu ci-dessus.

Elles peuvent également être réintégrées dans les bénéfices imposables dans la mesure où elles sont excessives et où la preuve n'a pas été apportée qu'elles ont été engagées dans l'intérêt direct de l'entreprise.

Lorsqu'elles augmentent dans une proportion supérieure à celle des bénéfices imposables ou que leur montant excède celui de ces bénéfices, l'administration peut demander à l'entreprise de justifier qu'elles sont nécessitées par sa gestion.

En cas de contestation, le désaccord peut être soumis à l'appréciation de la commission départementale des impôts.

3. L'article 112-5° du Code général des impôts est abrogé.

Art. 29.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

Les intérêts afférents aux sommes que les associés laissent ou mettent à la disposition de la société ne sont pas admis dans les charges déductibles si le capital n'a pas été entièrement libéré.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux sociétés régies par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Art. 30.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Les rémunérations allouées par les entreprises ne sont admises en déduction de leurs résultats que dans la mesure où elles correspondent à un travail effectif et ne sont pas excessives eu égard à l'importance du service rendu.

Cette disposition s'applique à toutes les rémunérations directes ou indirectes, y compris les indemnités, allocations, avantages en nature et remboursements de frais.

2. La fraction des rémunérations qui n'est pas déductible en vertu du 1 qui précède est considérée comme un revenu mobilier pour l'imposition du bénéficiaire.

Art. 31.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

Les indemnités ou allocations forfaitaires pour frais versées aux dirigeants de sociétés sont exonérées de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et du versement forfaitaire sur les salaires, s'il est justifié :

— d'une part, qu'elles correspondent à des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi dont le montant n'est pas couvert par la déduction forfaitaire de 10 % ;

— d'autre part, qu'elles sont utilisées conformément à leur objet.

Art. 32.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

Les dispositions de l'article précédent sont applicables :

1° Dans les sociétés anonymes :

- au président du conseil d'administration ;
- au directeur général ;
- à l'administrateur provisoirement délégué ;
- à tout administrateur chargé de fonctions spéciales.

2° Dans les sociétés à responsabilité limitée : aux gérants minoritaires.

2° bis. Dans les autres entreprises ou établissements passibles de l'impôt sur les sociétés : aux dirigeants soumis au régime fiscal des salariés.

3° Dans toute entreprise : à toute personne occupant un emploi salarié dont la rémunération totale excède la plus faible des rémunérations allouées aux dirigeants de cette entreprise. Toutefois, il n'est pas tenu compte des rémunérations versées aux administrateurs chargés de fonctions spéciales, pour l'application de cette disposition.

Art. 33.

Les différends concernant l'application des articles 30 à 32 de la présente loi peuvent être soumis à l'avis de la Commission départementale des Impôts.

Dans ce cas, les membres représentant les contribuables comprennent :

- un commerçant ou un industriel ainsi que deux dirigeants d'entreprise désignés par la Chambre de Commerce ;
- un salarié désigné par les organisations nationales les plus représentatives des ingénieurs et cadres supérieurs ;

Deux suppléants sont désignés, dans les mêmes conditions, pour chacun des membres titulaires.

L'Administration est autorisée à communiquer tous documents d'ordre fiscal aux membres de la Commission.

CHAPITRE III

Dispositions diverses.

Art. 34.

1. Toute société qui attribue gratuitement à l'ensemble de son personnel des actions ou parts sociales de son capital a droit à une réduction de l'impôt sur les sociétés dont elle est redevable au taux normal de 50 %.

Cette réduction est égale au produit dudit impôt par le rapport existant à la clôture de chaque exercice entre le montant nominal des actions ou parts ainsi attribuées depuis cinq ans au plus et le capital total de la société.

2. L'attribution des titres n'est pas assimilée à un revenu pour l'application du versement forfaitaire sur les salaires et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et ne donne lieu à la perception d'aucun impôt.

3. L'application des dispositions qui précèdent est limitée aux opérations réalisées dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

4. Le Gouvernement déposera avant le 1^{er} mai 1966 un projet de loi définissant les modalités selon lesquelles seront reconnus et garantis les droits des salariés sur l'accroissement des valeurs d'actif des entreprises dû à l'autofinancement.

Art. 35.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Les dépenses d'études et de prospection exposées en vue d'installer à l'étranger un établissement de vente, un bureau d'études ou un bureau de renseignements, ainsi que les charges déductibles supportées pendant les trois premiers exercices de fonctionnement de cet établissement ou de ce bureau ne sont pas rapportées au bénéfice imposable lorsque l'entreprise bénéficie d'un agrément spécial du Ministre des Finances.

2. Le bénéfice de cette disposition peut être accordé lorsque les dépenses sont exposées par l'intermédiaire d'un groupement de petites et moyennes entreprises.

Art. 36.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Jusqu'au 31 décembre 1970, les investissements agréés par le Ministre des Finances peuvent donner droit à une réduction de l'impôt appliqué aux plus-values à long terme que l'entreprise a réalisées à l'occasion des cessions de terrains à bâtir effectuées au cours des trois années antérieures.

2. Cette réduction ne peut excéder :

— ni la moitié de l'impôt ;

— ni 5 % du montant des investissements agréés.

3. Le bénéfice de ces dispositions est réservé :

a) Aux investissements industriels et commerciaux qui ouvrent droit à l'amortissement de 25 % prévu à l'article 39 *quinquies* D du Code général des impôts ou à la réduction de patente visée à l'article 1473 *bis* de ce Code ;

b) Aux souscriptions d'actions de sociétés immobilières d'investissement ou de parts de sociétés immobilières de gestion.

Art. 37.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Les produits des bons de caisse dont les bénéficiaires sont portés à la connaissance de l'administration sont soumis à la retenue à la source d'après le même taux et dans les mêmes conditions que les revenus des obligations négociables.

2. La faculté ouverte aux émetteurs de bons de caisse de ne pas révéler à l'administration les bénéficiaires des produits moyennant le paiement de la retenue à la source au taux de 50 % s'applique exclusivement aux bons dont le capital n'est pas indexé et dont le taux d'intérêt n'excède pas le maximum fixé par arrêté du Ministre des Finances.

3. Les dispositions qui précèdent sont applicables aux bons émis à compter du 1^{er} janvier 1966.

Art. 38.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

Les dispositions de l'article 220-2 du Code général des impôts ne sont pas applicables aux emprunts et bons émis par le Trésor à compter de la date de publication de la présente loi.

Art. 39.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

Nonobstant toute disposition contraire, les agréments auxquels est subordonné l'octroi d'avantages fiscaux prévus par la loi sont délivrés par le Ministre des Finances.

Des arrêtés du Ministre pourront instituer des procédures simplifiées et déléguer le pouvoir de décision à des agents de l'administration des impôts ayant au moins le grade de directeur départemental.

Art. 40.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. L'impôt sur les sociétés est établi au lieu du principal établissement de la personne morale.

Toutefois, l'administration peut désigner comme lieu d'imposition :

- soit celui où est assurée la direction effective de la société ;
- soit celui de son siège social.

2. Pour les sociétés étrangères qui n'ont pas d'établissement en France, le lieu d'imposition pourra être désigné par arrêté du Directeur général des impôts.

3. Les livres et documents désignés à l'article 1991 du Code général des impôts doivent être tenus à la disposition des agents des impôts au lieu d'imposition.

Art. 41.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Les résultats provenant d'exploitations situées dans les départements d'outre-mer ne sont retenus pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés que pour les deux tiers de leur montant.

2. L'article 219 bis A du Code général des impôts est abrogé.

Art. 42.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Les dispositions de l'article 238 *sexies* (I à III) du Code général des impôts sont rétablies pour les sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés qui se transformeront en sociétés de personnes avant le 1^{er} janvier 1968.

Les répartitions opérées sous le régime prévu audit article n'ouvrent pas droit au crédit d'impôt visé à l'article premier de la présente loi.

2. Les sociétés de personnes issues de la transformation antérieure de sociétés de capitaux ne peuvent exercer l'option pour le régime des sociétés de capitaux prévue à l'article 239 du Code général des impôts.

Art. 43.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Les dispositions des articles 9 à 11, 22 à 30, 33, 35 et 36 de la présente loi, relatives à l'assiette de l'impôt sur les sociétés, s'appliquent également pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire, à l'exception du 3 de l'article 11 et du 2 de l'article 30.

Toutefois, les plus-values à long terme ne sont pas soumises à la taxe complémentaire.

2. Les plus-values nettes constatées en cas de décès de l'exploitant sont soumises de plein droit au régime fiscal des plus-values à long terme.

3. Le même régime est applicable aux plus-values qu'un redevable dont les bénéfices sont fixés forfaitairement réalise à l'occasion de la cession ou de la cessation de son fonds lorsque celle-ci intervient moins de cinq ans après la création ou l'acquisition de ce dernier.

4. Les dispositions des articles 41 et 152-2 a du Code général des impôts demeurent en vigueur.

Art. 44.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. L'impôt sur les sociétés dû au taux de 24 % par les organismes à caractère non lucratif n'est pas mis en recouvrement si son montant annuel n'excède pas 500 F.

Si ce montant est compris entre 500 et 1.000 F, la cotisation fait l'objet d'une décade égale à la différence entre 1.000 F et ledit montant.

2. L'impôt n'est pas applicable au revenu net des immeubles dont les organismes visés au présent article se réservent la jouissance.

Il en est de même pour les dividendes des sociétés françaises encaissés par ces organismes.

Art. 45.

1. Les dispositions relatives au crédit d'impôt et au précompte ne sont pas applicables aux produits distribués par les sociétés immobilières d'investissement, les sociétés d'investissement et organismes assimilés.

2. Les sociétés d'assurances, de réassurances, de capitalisation ou d'épargne ne peuvent imputer que le quart du crédit d'impôt prévu à l'article premier sur le montant de l'impôt sur les sociétés dont elles sont redevables.

Art. 46.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi et notamment les articles 40, 109-2, 138 bis, 143 bis, 143 ter, 144 (§ 1-2-2 bis et 4), 144 bis, 146 bis, 159 quater, 189 bis, 199 ter I bis, 210, 717, 718, 720 et 1205 bis du Code général des impôts.

2. Les articles 40 sexies, 41 bis et 42 du même Code ainsi que l'article 28 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 sont maintenus en vigueur.

3. Les dispositions des articles 12 et 13 de la présente loi ne portent pas atteinte aux régimes spéciaux qui prévoient l'enregistrement gratis ou au droit fixe de certains actes de sociétés.

Art. 47.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

1. Les dispositions des articles premier à 8 de la présente loi sont applicables aux revenus distribués à compter du 1^{er} janvier 1966.

2. A titre exceptionnel, les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés acquitteront la retenue prévue à l'article 119 bis du Code général des impôts, au taux réduit de 12 %, sur les revenus ouvrant droit au crédit d'impôt qui seront mis en paiement en 1966.

Cette retenue sera due quels que soient les bénéficiaires des revenus. Elle sera définitivement acquise au Trésor. Toutefois, elle s'imputera, le cas échéant, sur le montant du précompte dû au titre des mêmes distributions.

Art. 47 bis.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

Les rapports présentés et les propositions de résolution soumises aux assemblées générales d'associés ou d'actionnaires en vue de l'affectation des résultats de chaque exercice doivent mentionner le montant des dividendes qui ont été mis en distribution au titre des trois exercices précédents et celui du crédit d'impôt ou de l'avoir fiscal correspondant.

Art. 47 ter.

Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 8 de la loi de finances pour 1965 (n° 64-1279 du 23 décembre 1964), le tarif de l'impôt sur les opérations de bourse applicable aux opérations de report demeure fixé à 0,015 F par 10 F ou fraction de 10 F.

Nonobstant les dispositions des articles 17 (§ 4) et 48 (alinéa 4) de la présente loi, les sociétés de capitaux ayant pour unique objet la gestion des immeubles leur appartenant restent soumises au régime défini à l'article 47, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 1959 pendant la durée du V^e plan, dans la mesure où ces sociétés ont pour activité principale de donner en location ou d'affecter des immeubles à des organismes ayant un but charitable, éducatif, social ou culturel.

Art. 48.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

Des décrets en Conseil d'Etat fixeront, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi.

Ils pourront apporter au Code général des impôts les adaptations que celle-ci rend nécessaires et prévoir les mesures transitoires qu'appellent ses dispositions.

Ils fixeront les dates d'entrée en vigueur de la loi, compte tenu des dispositions de l'article 47 ci-dessus, sans pouvoir imposer d'obligations rétroactives aux redevables.

Toutefois l'ensemble de la loi s'appliquera au plus tard aux exercices ouverts postérieurement au 31 décembre 1965.